



Objet : Réforme urgente du régime juridique de la copropriété afin de protéger efficacement les copropriétaires – 20 novembre 2025

1. Constat général

Le cadre législatif actuel en matière de copropriété s'avère insuffisant pour protéger les copropriétaires minoritaires confrontés à des difficultés au sein de leur immeuble.

Des travaux essentiels à la sécurité des bâtiments et de leurs habitants, parfois même légalement obligatoires, ne sont pas votés ou exécutés par l'assemblée générale des copropriétaires (ACP), exposant certains copropriétaires à des risques matériels, financiers et psychologiques significatifs.

2. Lacunes juridiques

Le droit commun de la copropriété prévoit l'abus de minorité, mais pas l'abus de majorité. Contrairement à la France, où le régime de la copropriété est d'ordre public depuis 1965, le régime belge reste de nature supplétive.

Cette situation d'absence d'une législation d'ordre public et contraignante prive les copropriétaires occupants de toute protection réelle et empêche la mise en œuvre de sanctions effectives.

Il est suggéré que le Ministre de la Justice mandate une étude universitaire afin d'envisager la transposition d'un régime d'ordre public au droit de la copropriété en Belgique.

2.1. Anonymisation des copropriétaires

Depuis 1994, les procès-verbaux d'assemblées de copropriété ne mentionnent plus les noms des copropriétaires, les rendant anonymes.

Cette absence d'identification nuit à la transparence, à la responsabilité collective et à la validité juridique des décisions.

Il serait indispensable d'ajouter au Code civil belge l'obligation d'indiquer les copropriétaires présents, représentés et absents, afin de renforcer la sécurité juridique et la confiance dans la gestion des copropriétés.

2.2. Accès aux documents de gestion de l'immeuble

Il conviendrait de rétablir la mention de la "mise à disposition des documents", éventuellement via un site internet, disposition supprimée en 2012.

De nombreux copropriétaires n'ont actuellement aucun accès aux pièces essentielles de la gestion de leur immeuble.

Les juges de paix ont besoin de cet outil législatif pour contraindre les syndics ou les

associations de copropriétaires à communiquer les documents si nécessaire.

Cette mesure garantirait un accès équitable à l'information et renforcerait la transparence et le contrôle démocratique.

3. Problèmes de procédure et surcharge judiciaire

Face à un problème grave, le citoyen est contraint de suivre une procédure longue et complexe : expertises, recours à des avocats, procédures judiciaires, conflits de voisinage, comparutions devant le juge de paix.

4. Inégalités de traitement

Le régime actuel crée une discrimination entre locataires et copropriétaires occupants : le locataire bénéficie d'une protection judiciaire renforcée, tandis que le petit copropriétaire occupant dispose de moyens d'action limités. Cette situation est contraire au principe constitutionnel d'égalité de traitement.

5. Conséquences sociales et sanitaires

Les copropriétaires lésés peuvent subir des nuisances quotidiennes pouvant entraîner :

- Troubles de voisinage
- Interventions policières répétées
- Atteintes à la santé mentale

Ces problématiques constituent à la fois un enjeu social et un enjeu de santé publique.

6. Absence de cadre réglementaire pour les activités commerciales en copropriété

Un vide juridique majeur concerne la cohabitation entre lots d'habitation et lots commerciaux.

De nombreux commerces s'engouffrent dans cette absence de réglementation, développant parfois des activités troubles ou illégales.

Il est urgent de prévoir un encadrement légal spécifique des activités commerciales en copropriété afin de garantir une cohabitation pacifique. Ex : les "fausses librairies", les zones de paris etc.

6. Propositions de réforme

Afin de remédier à ces dysfonctionnements, il est proposé :

- un plan de conservation obligatoire, assorti de mesures contraignantes
- une médiation ou conciliation obligatoire dans un régime d'ordre public

- le renforcement des agents sanctionneurs communaux
- l'égalité de traitement entre propriétaires occupants et bailleurs
- la transparence complète des comptes bancaires de la copropriété
- la clarification des obligations du syndic
- la création d'un cadre légal clair pour les activités commerciales

7. Conclusion

Le régime actuel ne protège pas le citoyen occupant et favorise les situations de préjudice quotidien.

Il est urgent de mettre en place une réforme législative et administrative afin de :

- garantir la sécurité des immeubles
- protéger efficacement les copropriétaires occupants
- encadrer les activités commerciales
- réduire la surcharge de la Justice
- prévenir les conséquences sociales et sanitaires



Police Judiciaire Fédérale de
BRUXELLES - D.R.4

Square Victoria Régina 1
1210 BRUXELLES
Tél: 02/223.92.67
Fax: 02/223.93.00

PRO JUSTITIA

PV initial
Nature normal

N° BR.21.F1.005339/2007

du: 2-2-2007

Rédigé : sur plainte

Objet du procès-verbal

Audition de BERGLING Annita

- Etranger
- Fonctionnaire

Nombre d'annexes : 11

Faits judiciaires

1. Usage de faux en écritures de commerce, en écritures privées et en écritures particulières

Fait commis entre le 1-4-2001 à 00:00 et le 30-8-2003 à 23:59 h.

Lieu : Rue de Mot 71 (Belgique)
Commune : Etterbeek
Destination des lieux : destination de l'habitation - spécification : cabinet professionnel / privé

2. Infractions à la législation sur les médicaments

Fait commis entre le 15-2-1999 à 00:00 et le 10-5-2002 à 23:59 h.

Lieu : Rue de Mot 20 (Belgique)
Commune : 1040 Etterbeek
Destination des lieux : destination de l'habitation - spécification : cabinet professionnel / privé

3. Coups et blessures volontaires, envers soit son époux, soit la personne avec laquelle on cohabite ou a cohabité, et avec laquelle on entretient ou a entretenu une relation affective et sexuelle durable

Fait commis entre le 1-1-2001 à 00:00 et le 2-5-2002 à 23:59 h.

Lieu : Rue de Mot 20 (Belgique)
Commune : 1040 Etterbeek
Destination des lieux : destination de l'habitation - spécification : cabinet professionnel / privé

4. Santé publique: vergiftiging

Fait commis entre le 10-2-1999 à 00:00 et le 2-5-2002 à 23:59 h.

Lieu : Rue de Mot 20 (Belgique)
Commune : 1040 Etterbeek
Destination des lieux : destination de l'habitation - spécification : cabinet professionnel / privé

5. Administration involontaire de substances nuisibles

Fait commis entre le 10-2-1999 à 00:00 et le 2-5-2002 à 23:59 h.

Lieu : Rue de Mot 20 (Belgique)
Commune : 1040 Etterbeek
Destination des lieux : destination de l'habitation - spécification : cabinet professionnel / privé

Transmis au :

- PARQUET PR BRUXELLES (Original)
- SJA BRUXELLES BR MONITEUR (Copie)
- CIA BRUXELLES (Copie)

Case réservée au Service

Transmis le

Visa du Chef de Service

Case réservée au Parquet

Personnes impliquées

Nombre d'auteurs connus 1 Nombre d'auteurs inconnus 0

(Suspect)

OSTEPHOI M I ers



SERVICE ETRANGERS
VREEMDELINGENDIENST

Av.d'Auderghem, 115 -Oudergemlaan
1040 ETTERBEEK

Votre Correspondant(e)- Uw correspondent(e) :
AERTS PATRICIA

☎ 02/627.28.29 ☎ Fax : 02/627.28.30

Madame BERGLING YANNIKE

Rue J.A De Mot 20/22
1040 ETTERBEEK

Etterbeek, le 26 janvier 2009

Madame,

En réponse à votre demande de non-communicabilité d'adresse, nous avons l'honneur de vous faire savoir qu'en sa séance du 22 janvier 2009 le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de donner une suite favorable à votre demande.

Cet agrément n'implique la non-communication de votre adresse **que pour une période de six mois à dater de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et est sans effet vis-à-vis des tiers pouvant se prévaloir de l'application d'une disposition légale ou d'un titre exécutoire.**

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Conseiller Adjoint

Stéphane QUEECKERS.

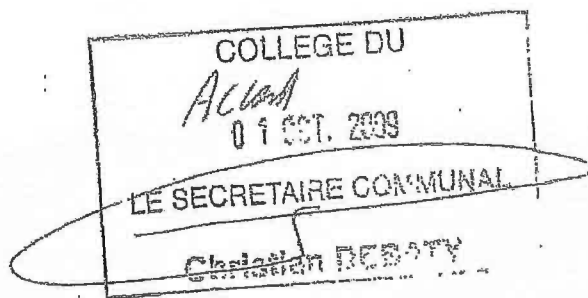
L'Echevin de la Population

Françoise BERTIEAUX.



SERVICE DES ETRANGERS
VREEMDELINGEDIENST

av. d'Auderghem, 113 - 1040 Etterbeek
Votre correspondant : AERTS Patricia
☎ 02/627.28.29



COLLEGE DU 1^{er} octobre 2009

Etterbeek, le 25 septembre 2009

Mesdames, Messieurs,

Vu la demande écrite et motivée introduite par **Madame BERGLING Yannike** visant à la non-communication de son adresse à des tiers ainsi que les membres de son ménage.

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers, spécialement l'article 11.

Vu les instructions générales du 07 octobre 1992 concernant la tenue des registres de la population et des étrangers.

CONCLUSION

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'accorder un avis favorable à la requête de **Madame BERGLING Yannike** de la non-communication de son adresse à des tiers ainsi que les membres de son ménage.

La présente décision aura effet six mois à dater de ce jour. Elle est sans effet vis-à-vis des tiers pouvant se prévaloir de l'application d'une disposition légale ou d'un titre exécutoire.

Le Conseiller adjoint,

BERTRAND Hélène.

L'Echevin de la Population

Françoise BERTIEAUX.

COMMUNE D'ETTERBEEK
GEMEENTE ETTERBEEK



SERVICE ETRANGERS
VREEMDELINGENDIENST
Av.d'Auderghem, 115 -Oudergemlaan
1040 ETTERBEEK
Votre Correspondant(e)- Uw correspondent(e) :
AERTS PATRICIA
☎ 02/627.28.29 ☎ Fax : 02/627.28.30

Madame BERGLING YANNIKE
Rue J.A De Mot 20/22
1040 ETTERBEEK

Etterbeek, le 01 avril 2011

Madame,

En réponse à votre demande de non-communicabilité d'adresse, nous avons l'honneur de vous faire savoir qu'en sa séance du 24 mars 2011 le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de donner une suite favorable à votre demande.

Cet agrément n'implique la non-communication de votre adresse que pour une période de six mois à dater de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et est sans effet vis-à-vis des tiers pouvant se prévaloir de l'application d'une disposition légale ou d'un titre exécutoire.

Veillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Conseiller Adjoint

Hélène BERTRAND.

L'Echevin de la Population

Françoise BERTIEAUX.

COMMUNE D'ETTERBEEK
GEMEENTE ETTERBEEK



SERVICE ETRANGERS
VREEMDELINGDIENST
Av.d'Auderghem, 115 - Oudergemlaan
1040 ETTERBEEK

Votre Correspondant(e) - Uw correspondent(e) :
AERTS PATRICIA

☎ 02/627.28.29 ☎ Fax : 02/627.28.30



Madame BERGLING Anita
Rue De Mot 22 bte 1
1040 ETTERBEEK

Etterbeek, le 26 mars 2013

Madame;

En réponse à votre demande de non-communicabilité d'adresse, nous avons l'honneur de vous faire savoir qu'en sa séance du 21 mars 2013 le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de donner une suite favorable à votre demande.

Cet agrément n'implique la non-communication de votre adresse que pour une période de six mois à dater de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et est sans effet vis-à-vis des tiers pouvant se prévaloir de l'application d'une disposition légale ou d'un titre exécutoire.

Veillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Conseiller Adjoint

Hélène BERTRAND.

L'Echevin de la Population

LENAERS Patrick.

[Numéro d'identification :]
19561025-0200

Bergling, Yannike Anita
9 A, Holländargatan
SE-111 36 STOCKHOLM



À : Dr. Jan Skoglund
Kvartersskuten Tegnergatan
23, Tegnergatan
SE-111 40 STOCKHOLM

Date du rapport

Rapporteur

Identité de la consultation

Identité du rapport
2005001873 14

[Cachet]
DATE d'ENREGISTREMENT
2 mai 2005

AVIS MOTIVÉ

Date de la consultation
27 avril 2005 17H34

Merci pour le rapport!

N'ayant personnellement pas rencontré la patiente, j'ai acquis ma conviction à partir des données contenues dans la demande de consultation. Pour résumer, il s'agit d'une femme de 48 ans à qui il a été prescrit, périodiquement et conjointement, *Sonata (zaleplon)*, *Stilnoct (zolpidem)*, *Trazolan (trazodon)*, *Cipramil (citalopram)*, *Remeron (mirtazapin)* et *Prozac/Fontex (fluoxetin)* et même, durant une courte période, *Lorametz (lormetazepam)*. Dans le même temps, la patiente aura bu au moins toute une bouteille de vin, ce dont le médecin prescripteur, selon les rapports, en a été parfaitement conscient.

Ce traitement a été discuté avec le docteur Olle Wisén, médecin-chef au Centre de traitement des addictions. On ne peut pas considérer comme compatible avec la science et l'expérience certifiée l'utilisation parallèle de plusieurs médicaments anti-dépressifs, surtout si la patiente absorbe dans le même temps de grandes quantités d'alcool. Dans ces conditions, on ne peut s'attendre à aucun effet de ces médicaments. *Trazodon*, *fluoxetine*, *citalopram*, et *mirtazapin* sont tous des médicaments anti-dépressifs. Tous ces médicaments accroissent la neurotransmission sérotonergétique et peuvent dans cette combinaison, provoquer un syndrome sérotonergique, état très rare mais grave, se caractérisant par l'hypertonie, l'hyperthermie, la myoclonuse ainsi que par des troubles mentaux. Ces quatre substances se métabolisent rapidement à un très haut degré dans le foie par le biais du système *P450 cytochrome (CYP)*. La *fluoxetine* paralyse le *CYP2D6* qui participe dans le métabolisme des autres substances (*Micromedix*). Par conséquent, il existe un risque évident d'interaction pharmacocinétique.

Lormetazepam est un *benzodiazepin* très semblable au *lorazepam (Temesta)*, enregistré en Suède, et agit de la même manière que *zaleplon* et *zolpidem* sur le récepteur *GABA*. Grand est le risque de troubles mentaux en cas de fortes doses ou de combinaisons de doses. La consommation d'alcool conjointement avec des médicaments activés par le système *CNS* comme les précités peut renforcer cet effet. Même les effets démoralisateurs peuvent être renforcés par l'alcool. Une ivresse surprenante ainsi que l'hébétude ont été décrites lors des combinaisons avec les *benzodiazepines* ainsi qu'avec les antidépresseurs et l'alcool respectivement.

Pour résumer, semblant être supérieurement inconventionnelle et irrationnelle, cette thérapie est dépourvue de base scientifique et n'est soutenue par aucune expérience établie.

Respectueuses salutations,

(S) : Mia von Euler
Docteur en médecine



ministère
public

DOSSIER TRAITÉ PAR

Kartoheek
Quatre-Brasstraat, 4/Rue des Quatre Bras, 4
1000 Brussel/Bruxelles
T 02.508.71.11

Parquet du Procureur du Roi
BRUXELLES

exp: Parquet - Quatre-Brasstraat, 4/Rue des Quatre Bras, 4 - 1000 Brus-
sel/Bruxelles

Madame/Monsieur
BERGLING Annita
Rue J.a.de Mot 20/22
1040 Bruxelles

DATE
19/09/2013

MA REFERENCE
BR21.F1.5339-07/Z126

VOTRE REFERENCE

ANNEXE

CONCERNE : Votre déclaration de personne lésée du 28/11/2008,
concernant le dossier BR21.F1.5339-07/Z126
Faits du 01/04/2001, à 1040

Madame/Monsieur,

Vous avez déposé à mon office une déclaration de personne lésée m'invitant à vous tenir au courant de la suite qui a été réservée au dossier.

Par la présente, je vous prie de prendre connaissance de ce que l'enquête a été provisoirement classée sans suite, le suspect n'ayant pas encore pu être interpellé. Il est actuellement signalé à rechercher auprès de tous les services de police du Royaume. Pour consulter ou obtenir copie du dossier, veuillez écrire à: Parquet du procureur du Roi, rue des Quatre Bras 4, 1000 Bruxelles en mentionnant ma référence. Nous attirons votre attention sur le fait que le tarif des copies est de 1,75 euro pour les deux premières et à 0,30 euro pour chaque des pages suivantes.

Le procureur du Roi,


E. BULTHE



 Skatteverket

[Centre des finances publiques suédois]

Gestionnaire : Magdalena Krook
Téléphone : +46(0)10 -5743232

DÉCISION
Dossier d'état civil

Date
07/01/2014

Dnr
18 30493680

Yannike Bergling

Comment faire appel - voir annexe

Numéro d'identifiant national suédois

561025-0200 [aa+mm+jj de naissance+ n° d'identifiant national]

Nom intermédiaire, tous les prénoms, *marque le nom intermédiaire

Bergling Anita Yannike- - -

Données protégées conformément à l'article 16 de la loi sur l'enregistrement de la population et données personnelles classifiées conformément au chapitre 22, article 1 de la Loi sur la transparence et la

DÉCISION

Skatteverket [centre des finances publiques suédois] vous a désinscrite du registre de la population comme ayant déménagé le 29 décembre 2013.

MOTIFS

Conformément au premier alinéa de l'article 20 de la loi sur l'enregistrement de la population, toute personne qui, au cours de sa vie normale, passe régulièrement son repos journalier à l'extérieur du pays pendant au moins un an est désinscrite du registre de la population comme ayant émigré. Une personne dont on peut s'attendre à ce qu'elle passe tantôt son repos journalier à l'intérieur et tantôt à l'extérieur du pays doit également être désinscrite si, compte tenu de l'ensemble des circonstances, elle peut être considérée comme ayant sa résidence effective à l'extérieur du pays.

Selon votre notification de déménagement à l'étranger, vous allez séjourner à l'étranger pendant un an ou plus. Skatteverket [L'administration fiscale suédoise] considère donc qu'il existe des raisons de vous désinscrire en tant qu'émigrée dans un pays inconnu.

Vous trouverez ci-joint des informations sur le droit de vote des suédois expatriés.

Page 1 sur (1)

[Signature manuscrite]

(Signature)

Magdalena Krook

Cachet de l'autorité



(Nom en lettre)

www.skatteverket.se

Adresse de visite

Téléphone

Adresse postale

Markéta Riu, expert traducteur en langue suédoise près la cour d'appel de Rouen
Traduction effectuée au vu de l'original | de la copie certifiée conforme
 de la photocopie simple | de la copie scannée qui m'a été présenté(e),
visée ne varietur, sous le numéro 30/2014 Ce jour, le 04/07/2014
Une copie du document source est agrafée à cette traduction.

Yannike Bergling

Hur man överklagar - se bifoga

Personnummer

561025-0200

Mellannamn efternamn och alla förnamn, * markera tillägg

Bergling, Anita Yannike---

Varskriven enligt 16 § folkbokföringslagen
och sekretessmarkerade personuppgifter
enlig. 22 kap. 1 § offentlighets- och sekretesslagen

BESLUT

Skatteverket har avregistrerat dig från folkbokföringen såsom utflyttad den 29 december 2013.

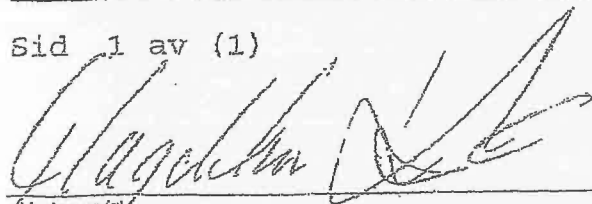
MOTIVERING

Enligt 20 § första stycket folkbokföringslagen skall den som antas under sin normala livsföring komma att regelmässigt tillbringa sin dygnsvila utom landet under minst ett år avregistreras från folkbokföringen såsom utvandrad. Även den som kan antas komma regelmässigt tillbringa sin dygnsvila både inom och utom landet skall avregistreras om han med hänsyn till samtliga omständigheter får anses ha sitt egentliga hemvist utom landet.

Enligt egen anmälan om flyttning till utlandet framgår att du ska vistas utomlands i ett år eller mer. Skatteverket anser därför att det finns skäl att avregistrera dig såsom utvandrad till okänt land.

Upplysningar om rösträtt för utlandssvenskar bifogas.

Sid 1 av (1)



Underskrift

Magdalena Krook

Myndighetens stämpel



Blomförtydning



FÖRVALTNINGSRÄTTEN
I STOCKHOLM
[Cour d'appel administrative]

ARRÊT
24/09/2024
Notifié à Stockholm

Affaire n°
15961-24

1



L'APPELANT

A, voir Annexe sur la protection des données

L'INTIMÉ

Skatteverket [Administration fiscale suédoise]

JUGEMENT ATTAQUÉ

La décision de Skatteverket [Administration fiscale suédoise] du 24/07/2024

EXPOSÉ

Enregistrement dans le registre de l'état civil

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL ADMINISTRATIVE ["FÖRVALTNINGSRÄTTEN"]

Förvaltningsrätten [la cour d'appel administrative] rejette l'appel.

La cour administrative décide que la disposition relative à la protection des données du chapitre 22. L'article 2 de la loi sur l'accès du public à l'information et les données confidentielles [« offentlighets-och sekretesslagen »] (2009:400) continue de s'appliquer aux informations figurant à l'annexe du présent arrêt.

Adresse de visite
Tegeluddsvägen 1

Horaires d'ouverture
lundi - vendredi
08h00 - 16h00

Adresse postale
115 76 Stockholm

E-mail
avd2.fst@dom.se

Téléphone
+46(0)8 561 680 00

Site web
www.domstol.se/forvaltningsratten-i-stockholm/



Markéta Riu

Markéta Riu, expert traducteur en langue suédoise près la cour d'appel de Rouen
Traduction effectuée au vu de l'original | de la copie certifiée conforme
 de la photocopie simple | de la copie scannée qui m'a été présenté(e),
visée *ne varietur*, sous le numéro *154/2024* Ce jour, le *01/10/2024*
Une copie du document source est agrafée à cette traduction.

FÖRVALTNINGSRÄTTEN
I STOCKHOLM
Avdelning 2

DOM
2024-09-24
Meddelad i Stockholm

Mål nr
15961-24

KLAGANDE
A, se Partsbilaga sekretess

MOTPART
Skatteverket

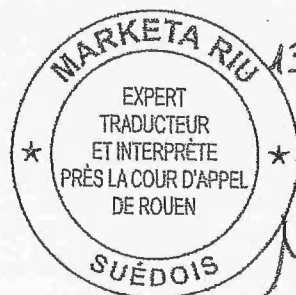
ÖVERKLAGAT BESLUT
Skatteverkets beslut 2024-07-24

SAKEN
Folkbokföring

FÖRVALTNINGSRÄTTENS AVGÖRANDE

Förvaltningsrätten avslår överklagandet.

Förvaltningsrätten beslutar att bestämmelsen om sekretess i 22 kap. 2 § offentlighets- och sekretesslagen (2009:400) ska vara tillämplig även i fortsättningen för de uppgifter som tagits in i partsbilagan till denna dom.



134/2024
01/10/2024

Marketa Riou

Besöksadress
Tegeluddsvägen 1
Telefon
08-561 680 00

Öppettider
måndag-fredag
08 00-16 00

Postadress
115 76 Stockholm

E-post
avd2 fst@dom.se

Webbplats
www.domstol.se/forvaltningsratten-i-
stockholm/



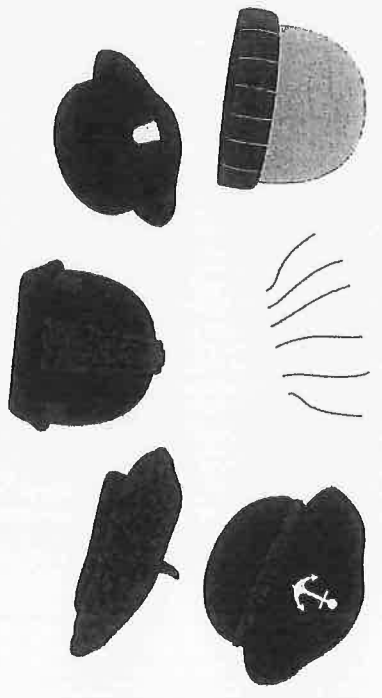
Verksamts.se

Sök på verksamts.se

☰ Meny ☰ Tjänster Caveat AB 559455-1136

Välj vem du vill företräda

Välj vilket företag eller vilken vilken förening du vill företräda. Du kan även företräda dig själv.



Personuppgift Skyddad

19561025-0200

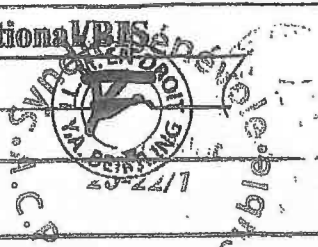
Caveat AB

559455-1136



FEDNOT

Recherche au Registre National	
Date de consultation	03/04/2019
Référence	DB



Bergling Anita Yannike - 561025 450 46 (BCSS)

Date de naissance	25/10/1956	Lieu de naissance	STOCKHOLM (Suède)	Nationalité	suédoise
Sexe	Féminin	Etat civil	Divorcé (loi de 30/06/1994)	Statut	Vivant(e)
Adresse	PO BOX 1321 - 114 79 Stockholm - (SE) Suède				
Titre de noblesse					

Avertissement	
Cette personne a été retirée du registre de la commune car elle s'est expatriée sans s'inscrire à un poste diplomatique	

Situation juridique de l'entreprise personne physique (BCE)

Pas de données disponibles à la Banque Carrefour des Entreprises

Envoi électronique - ric-DB.pdf

Davina Buttitta <Davina.Buttitta@notairesdupuis.be>

Ons 2019-04-03 11:47

Till: yannike2018@hotmail.com <yannike2018@hotmail.com>


📎 1 bifogade filer (92 kB)

ric-DB.pdf;

Chère Madame,

En pièce jointe, le RN Bis.
Je vous en souhaite bonne réception.

Bien cordialement.

Mme Davina BUTTITTA Collaboratrice Davina.Buttitta@notairesdupuis.be	
<small>BRUXELLES NOTAIRES S. ASSOCIÉS S. ASSOCIÉS SOCIÉTÉ NOTARIALE</small>	
Ligne directe : Tél : +32 71 35 35 15 Tél. +32 71 35 35 15 Fax. +32 71 35 38 67 Compte Bancaire : BE16 0689 0010 6574 TVA BE 0687.980.022	Philippe et Pascaline DUPUIS Notaires associés SC SPRL Rue des Déportés, 2/B 6041 - Gosselies Belgique
 Parking clientèle en face de l'étude	

Cet email a été analysé par CSID Security.



Svensk författningssamling

Förordning om ändring i förordningen (2017:868) med länsstyrelse- instruktion

SFS 2022:568

Publicerad
den 26 maj 2022

Utfärdad den 19 maj 2022

Regeringen föreskriver i fråga om förordningen (2017:868) med länsstyrelseinstruktion

dels att 7 § ska ha följande lydelse,

dels att det ska införas två nya paragrafer, 7 a och 7 b §§, av följande lydelse.

7 § Länsstyrelsen är geografiskt områdesansvarig myndighet med uppgifter enligt förordningen (2017:870) om länsstyrelsernas krisberedskap och uppgifter inför och vid höjd beredskap och den högsta civila totalförsvarsmyndigheten inom länet.

Genom sin verksamhet ska länsstyrelsen minska sårbarheten i samhället, bevaka att risk- och beredskapshänsyn tas i samhällsplaneringen samt utveckla en god förmåga att hantera sina uppgifter under fredstida kris-situationer och höjd beredskap.

7 a § Länsstyrelserna i Norrbottens, Örebro, Stockholms, Östergötlands, Västra Götalands och Skåne län ska vara civilområdesansvariga länsstyrelser och därmed ha ansvar och uppgifter inom sitt civilområde enligt förordningen (2022:525) om civilområdesansvariga länsstyrelser. Lands-hövdingen i ett län där länsstyrelsen är civilområdesansvarig ska vara civilområdeschef för civilområdet.

7 b § Länsstyrelsen är beredskapsmyndighet enligt förordningen (2022:524) om statliga myndigheters beredskap.

Denna förordning träder i kraft den 1 oktober 2022.

På regeringens vägnar

IDA KARKIAINEN

Johan Ndure
(Finansdepartementet)

Myndighetsförordning (2007:515)



Departement Finansdepartementet SFÖ
Utfärdad 2007-06-07
Ändring införd SFS 2007:515 i lydelse enligt SFS 2025:310
Jämför med tidigare lydelse
Ikraft 2008-01-01
Upphäver Verksförordning (1995:1322) (<https://lagen.nu/1995:1322>)
Källa Regeringskansliets rättsdatabaser (<http://rkrattsbaser.gov.se/sfst?bet=2007:515>)
Senast hämtad 2025-09-11



Förordningens tillämpningsområde

1 § Denna förordning gäller för förvaltningsmyndigheter under regeringen.

Om en lag eller en förordning innehåller en bestämmelse som avviker från denna förordning, gäller den bestämmelsen.

1

Rättsfall

AD 2016 nr 76: (<https://lagen.nu/dom/ad/2016:76>) Fråga om staten har fullgjort sin skyldighet att förhandla enligt 11 § medbestämmandelagen i samband med ombildningen av 21 polismyndigheter och Rikspolisstyrelsen till en sammanhållen myndighet.

Myndighetens ledning

2 § En myndighet leds av

1. en myndighetschef (enrådighetsmyndighet),
2. en styrelse (styrelsemyndighet), eller
3. en nämnd (nämndmyndighet).

Myndighetens ledningsform anges i myndighetens instruktion eller i någon annan författning.

Ledningens ansvar

3 § Myndighetens ledning ansvarar inför regeringen för verksamheten och skall se till att den bedrivs effektivt och enligt gällande rätt och de förpliktelser som följer av Sveriges medlemskap i Europeiska unionen, att den redovisas på ett tillförlitligt och rättvisande sätt samt att myndigheten hushållar väl med statens medel.

8

Lagrumshänvisningar hit

- 1 kap. 9 § Miljötillsynsförordning (2011:13) (<https://lagen.nu/2011:13#K1P9S1>)
- 4 § Internrevisionsförordning (2006:1228) (<https://lagen.nu/2006:1228#P4S1>)
- 4 § (<https://lagen.nu/2007:603#P4S1>), 3 § (<https://lagen.nu/2007:603#P3S1>), 2 § Förordning (2007:603) om intern styrning och kontroll (<https://lagen.nu/2007:603#P2S1>)
- 2 kap. 2 § Högskoleförordning (1993:100) (<https://lagen.nu/1993:100#K2P2S1>)
- 21a § Förordning (1989:773) med instruktion för Rikspolisstyrelsen (<https://lagen.nu/1989:773#P21aS1>)
- 20 § Förordning (2025:782) med instruktion för Affärsverket svenska kraftnät (<https://lagen.nu/2025:782#P20S1>)

4 § Myndighetens ledning ska

1. besluta en arbetsordning,
2. i arbetsordningen besluta de närmare föreskrifter som behövs om myndighetens organisation, arbetsfördelningen mellan styrelse och myndighetschef, delegeringen av beslutanderätt inom myndigheten, handläggningen av ärenden och formerna i övrigt för verksamheten,
3. besluta en verksamhetsplan för myndigheten,

Marc SACRE
Stefan SACRE
Piet DE SMET
Huissiers de Justice
Miet DEMEESTERE
Claire VAN ACKER
Ben VAN SCHEL
Pierre SACRE
Candidats Huissier de Justice

Av de Jette, 32
1081 KOEKELBERG
Tel : 02/425.08.94 - Fax : 02/425.55.78
BE44-7341-9803-8845-KREDBEBB
Bureau ouvert de 9 à 12h
Email : gdw@sacremb.be
SDS SPRL
BCE 0838.633.987

06/08
Koekelberg, le 31/07/2018

URGENT SVP!
URGENT please!



LÄNSSTYRELSEN I STOCKHOLMS LÄN

Regeringsgatan 66
SE-104 22 STOCKHOLM \ SUEDE

RECOMMANDE

Chère Madame, Cher Monsieur,

M/Réf : F3288-18 / EJ
V/Réf :
Affaire: HOLSLAG Sebastiaan
Contre : BERGLING Anita

INKOM
LÄNSSTYRELSEN I STOCKHOLMS LÄN
2018 -08- 10
DNR: 2147-35453-2018

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, la copie d'un exploit, signifié par mon ministère en application de l'article 4 du Règlement (CE) N° 1393/2007 du Conseil de l'Union européenne du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les Etats membres des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale.

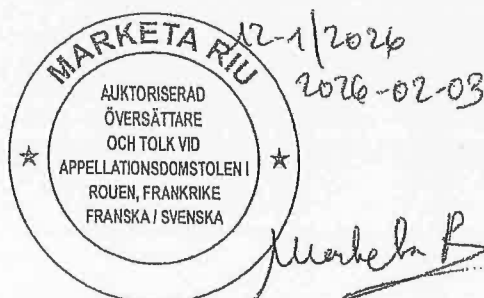
Puis-je vous demander de rédiger un acte de remise ?

Veillez me renvoyer l'original de cet acte de remise, avec votre état de frais, éventuellement en temps utile pour la mise au rôle.

Je vous prie de vérifier, avant la signification, l'identité du destinataire, et de la compléter le cas échéant; il y a lieu également d'indiquer la profession.

Si le destinataire n'est plus inscrit à l'adresse mentionnée, et si son domicile ou son siège se trouve en dehors de votre juridiction, je vous prie d'envoyer les pièces directement à un Confrère compétent.

Confraternellement,



L'huissier de justice.
Ben Van Schel

AUKTORISERAD ÖVERSÄTTNING
av ett dokument skrivet på franska

Marc SACRE
Stefan SACRE
Piet DE SMET
Delgivningsmän
Miet DEMEESTERE
Claire VAN ACKER
Ben VAN SCHEL
Pierre SACRE
Fogdekandidater

06/08
Kockelberg, 03/07/2018

Urgent SVP
Urgent please

Av de Jette, 32
1081 KOEKELBERG
Tfn : 02/425.08.94 - Fax :
02/425.55.78 BE44-734 I-9803-
8845-KREDBEBB
Kontoret öppet från kl. 9 till 12
Email : gdw@sacrems.be
SDS SPRL
BCE 0838.633.987

LÄNSSTYRELSEN / STOCKHOLMS LÄN

Regeringsgatan 66
SE-104 22 STOCKHOLM \ SVERIGE

REKOMMENDERAT BREV

INKOM

LÄNSSTYRELSEN I STOCKHOLMS LÄN

2018-08-10

DNR : 2147 - 35463-2018

M/Ref : F3288-18 / EJ

V/Ref

Mål : HOLSLAG Sebastiaan

Mot : BERGLING Anita

Hej,

Jag har äran att bifoga en kopia av en skrivelse som delgivits av mitt ministerium enligt artikel 4 i förordning (EG) nr 1393/2007 från Europeiska unionens råd den 13 november 2007 om delgivning i medlemsstaterna av rättsliga och utomrättsliga dokument i civila och kommersiella frågor.

Kan jag be er upprätta en delgivningshandling?

Vänligen skicka originalet av denna delgivningshandling, med er kostnadsredovisning, i god tid för att målet ska kunna tas upp i målregistret.

Jag ber er att verifiera, innan delgivning, mottagarens identitet och att fylla i den om det behövs; yrket måste också anges.

Om mottagaren inte längre är registrerad på den angivna adressen, och om hans eller hennes hemvist eller registrerade kontor ligger utanför er jurisdiktion, ber jag er att skicka handlingarna direkt till en kompetent kollega.

Hälsningar,

Kronofogde
[underskrift]
Ben Van Schel



Marketa Riu

Marketa Riu, auktoriserad översättare och tolk vid appellationsdomstolen i Rouen
Översättning gjord av original | bestyrkt kopia | enkel fotokopia
 skannad kopia som inlämnats till mig.
Bekräftat ne varietur, med nummer 12-1/2026 Idag den 2026-02-03
Ett exemplar av källdokumentet häftas till denna översättning



Från: "Studie Sacré & De Smet" <gdw@sacrems.be>
Skickat: Fri, 7 Sep 2018 10:10:44 +0100
Till: "Belqaid Khalid" <khalid.belqaid@lansstyrelsen.se>
Ämne: RE: PRINT OK - SV: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <-> BERGLING Anita Our reference: 2147-35453-2018

Dear Sir,

Thank you for your answer.

Indeed Anita Bergling may refuse to accept the document since no translation is provided.

But I can confirm you that the Belgian Judge will give judgement because Anita BERGLING lived many years in Belgium so they suppose that she is able to understand the French language.

Regards

Piet DE SMET

Judicial Officer

Van: Belqaid Khalid [mailto:khalid.belqaid@lansstyrelsen.se]

Verzonden: vrijdag 7 september 2018 11:01

Aan: Studie Sacré & De Smet

Onderwerp: PRINT OK - SV: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <-> BERGLING Anita Our reference: 2147-35453-2018

Dear Sir,

We have received your request and it will be executed today with the help of the police authority and we expect to hear from them by September 24 latest.

However we would like to remind you that since no translation into Swedish has been provided, Anita Bergling may refuse to accept the documents (please see attached file).

Yours faithfully,

Khalid Belqaid
Desk Officer
Central Authority for International Service of Documents
County Administrative Board of Stockholm
Visitors' address: Regeringsgatan 66
Postal address: Box 22067, 104 22 Stockholm
Web: County Administrative Board of Stockholm
Email: stockholm@lansstyrelsen.se



Länsstyrelsen
Stockholm

Från: Studie Sacré & De Smet <gdw@sacrems.be>

Skickat: den 5 september 2018 18:11

Till: Länsstyrelsen i Stockholms län <Stockholm@lansstyrelsen.se>

Kopia: 'sebastiaan.holslag@tglaw.be' <sebastiaan.holslag@tglaw.be>

Ämne: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <->

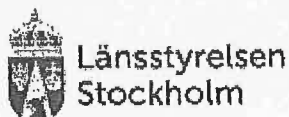
Från: "Belqaid Khalid"
Skickat: Fri, 7 Sep 2018 12:07:48 +0100
Till: "'Studie Sacré & De Smet'" <gdw@sacrems.be>
Ämne: SV: PRINT OK - SV: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <-> BERGLING Anita Our reference: 2147-35453-2018
Bilagor: PDF signed by Bisnode Sverige AB 20180907 1257.pdf

Dear Sir,

According to the Swedish population register Anita Yannike Bergling born 1956-10-25 emigrated from Sweden on 2018-05-17. There is no information on where she has emigrated.
We will return all your documents along with a certificate of non-service via post today .

Yours faithfully,

Khalid Belqaid
Desk Officer
Central Authority for International Service of Documents
County Administrative Board of Stockholm
Visitors' address: Regeringsgatan 66
Postal address: Box 22067, 104 22 Stockholm
Web: County Administrative Board of Stockholm
Email: stockholm@lansstyrelsen.se



Från: Studie Sacré & De Smet <gdw@sacrems.be>
Skickat: den 7 september 2018 11:11
Till: Belqaid Khalid <khalid.belqaid@lansstyrelsen.se>
Ämne: RE: PRINT OK - SV: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <-> BERGLING Anita Our reference: 2147-35453-2018

Dear Sir,

Thank you for your answer.

Indeed Anita Bergling may refuse to accept the document since no translation is provided.
But I can confirm you that the Belgian Judge will give judgement because Anita BERGLING lived many years in Belgium so they suppose that she is able to understand the French language.

Regards

Piet DE SMET
Judicial Officer

Van: Belqaid Khalid [<mailto:khalid.belqaid@lansstyrelsen.se>]
Verzonden: vrijdag 7 september 2018 11:01
Aan: Studie Sacré & De Smet
Onderwerp: PRINT OK - SV: VERY URGENT ! AUDIENCE 26th of september! M/réf : F3288-18 / BVS - HOLSLAG Sebastiaan <-> BERGLING Anita Our reference: 2147-35453-2018

Outlook



Sv: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Från Länsstyrelsen i Stockholms län <Stockholm@lansstyrelsen.se>

Datum Tis 2025-11-18 10:53

Till Yannike Bergling <yannike2018@hotmail.com>

📎 1 bifogad fil (932 kB)

35453-2018 Ansökan från utländsk myndighet om bistånd med delgivning från Belgien(34072851)
(0)_Bortredigerad.pdf;

Hej,

Här kommer handlingarna som du begärt ut från ärende 35453-2018.

Observera att de fyra sista siffrorna i personnumren är maskerade (dolda). Utifrån dataskyddsförordningen måste Länsstyrelsen göra så för att kunna skicka handlingarna via e-post.

Du har rätt att ta del av de maskerade (dolda) uppgifterna. Om du önskar ta del av dessa kan du meddela oss det genom att svara på det här mejlet. I så fall kommer vi behöva skicka uppgifterna med post.

Med vänliga hälsningar,
Registrator

Enheten för diarium och arkiv
Länsstyrelsen Stockholm

Kontaktuppgifter Länsstyrelsen Stockholm
Växel: 010-223 10 00

Från: Yannike Bergling <yannike2018@hotmail.com>

Skickat: den 17 november 2025 14:43

Till: Länsstyrelsen i Stockholms län <Stockholm@lansstyrelsen.se>

Kopia: Yannike Bergling <yannike2018@hotmail.com>

Ämne: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Hej,

Undertecknad, kandidat år 2023 till Sveriges Advokatsamfund, hemställer om kopiorna av begäran av privata kronofogdar SDS, B-1081 Koekelberg, [bil 1](#).

På torsdag den 27/11/2025, träffar jag belgisk Rannsaktionsdomare i 1 av 2 upplagde brottmål om stulen fastighet för 222.310 €, [bil 2](#).

Outlook

Sv: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Från Länsstyrelsen i Stockholms län <Stockholm@lansstyrelsen.se>

Datum Ons 2025-11-26 12:53

Till Yannike Bergling <yannike2018@hotmail.com>

Hej,
Skickar handlingarna med posten idag.

Registrator

Enheten för Diarium och arkiv
Länsstyrelsen Stockholm

Kontaktuppgifter Länsstyrelsen Stockholm

Växel: 010-223 10 00

Från: Yannike Bergling <yannike2018@hotmail.com>

Skickat: den 24 november 2025 15:35

Till: Länsstyrelsen i Stockholms län <Stockholm@lansstyrelsen.se>

Ämne: Re: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Ja tack. ALLT. C/o Caveat AB, box 173, 111 73 Sthlm - statslös fr o m 2013 enligt SKV i Sthlm. GDPR

On 20. Nov 2025, at 17.38, Yannike Bergling < >
wrote:

Skickat från

Från: Länsstyrelsen i Stockholms län < >

Skickat: den 18 november 2025 12:06

Till: Yannike Bergling < >

Ämne: Sv: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Hej,

Här kommer handlingarna som du begärt ut från ärende 35453-2018.

Observera att de fyra sista siffrorna i personnumren är maskerade (dolda). Utifrån dataskyddsförordningen måste Länsstyrelsen göra så för att kunna skicka handlingarna via e-post.

Du har rätt att ta del av de maskerade (dolda) uppgifterna. Om du önskar ta del av dessa kan du meddela oss det genom att svara på det här mejlet. I så fall kommer vi behöva skicka uppgifterna med post.

Med vänliga hälsningar,
Registrator

Enheten för diarium och arkiv
Länsstyrelsen Stockholm

Kontaktuppgifter Länsstyrelsen Stockholm
Växel: 010-223 10 00

Från: Yannike Bergling < >
Skickat: den 17 november 2025 14:43
Till: Länsstyrelsen i Stockholms län < >
Kopia: Yannike Bergling < >
Ämne: Arkivet: Begäran om insyn i förfrågan från Belgien år 2018

Hej,

Undertecknad, kandidat år 2023 till Sveriges Advokatsamfund, hemställer om kopiorna av begäran av privata kronofogdar SDS, B-1081 Koekelberg, [bil 1](#).

På torsdag den 27/11/2025, träffar jag belgisk Rannsakningsdomare i 1 av 2 upplagde brottmål om stulen fastighet för 222.310 €, [bil 2](#).

Stort tack på förhand.

mvh

Jur kand Yannike Bergling



Personinformation | 2018-05-07 12:57

Ansvarig för informationen nedan är Skatteverket

Personnummer: 561025-0200
Namn: Bergling, Anita YANNIKE
Kön och ålder: Kvinna, 61 år

Personen är utvandrad

Ansvarig för informationen nedan är Skatteverket

Utökad folkbokföring

Efternamn: Bergling
Förnamn: Anita YANNIKE

✓ **Utvandrat:** 2013-12-29

✓ **Utlandsadressdatum:** 2018-05-17

Utlandsadress: Box 397
11479 Stockholm
Sverige

Folkbokförd: 2012-08-14
Län: Stockholms län (01)
Kommun: Stockholm (80)
Församling: Adolf Fredrik (05)
Fastighetsbeteckning: På Församlingen Skrivna

Födelseid: 1956-10-25
Civilstånd: Skild 2002-05-23
f.d. Make: 530706-0078
Fader: 301125-9417
Avliden 1996-10-17
Moder: 340328-7802
Barn, kvinna: 801019-0224

Medborgarskap: SVERIGE (SE)
Invandringsdatum: 2012-08-14
Födelsehemort: Stockholms län (01), BRÄNNKYRKA

Senaste ändring 2018-05-23 11:44

Ansvarig för informationen nedan är Bisnode Sverige

Telefonnummer

Abbonentuppgifter - fast telefoni

Telefonnummer saknas

Abbonentuppgifter - mobil telefoni

Telefonnummer saknas

TRADUCTION CERTIFIÉE
d'un document rédigé en langue



Page 5(1)

Annexe 5
Affaire n° 17198-18



STOCKHOLMS TINGSRÄTT
[Tribunal Judiciaire de Stockholm]

DÉCISION
13/12/2018
Notifié à
Stockholm

DÉCISION

Le 13/12/2018 à 13h44

Brevia Mail AB 556912-7334 est déclaré en faillite.

En tant qu'Administrateur de la faillite est nommée :

Me Anna Tholander,
Advokatfirman Carler KB [Cabinet d'avocats]
Box 7557
103 93 Stockholm
08-522 53 00

La date limite est, autant que cela puisse être évalué, le 13/12/2108.

2018

Réunion de prestation de serment le 29/01/2019 à 10h30.

COMMENT FAIRE APPEL, VOIR L'ANNEXE 1 (TR-13)

Toute personne souhaitant faire appel de la décision doit le faire par écrit. L'appel doit être soumis au tribunal de district mais doit être adressé à la Cour d'appel de Svea. L'autorisation d'appel est requise pour que la Cour d'appel examine l'appel.

Un appel contre la décision de faillite doit être déposé dans les trois semaines suivant la date de publication de l'annonce de la faillite dans les journaux officiels suédois.

Les appels dans d'autres domaines doivent être reçus dans trois semaines à partir d'aujourd'hui, c'est-à-dire au plus tard le 03/01/2019.

Matilde Hellsten



Markéta Riu, expert traducteur en langue suédoise près la cour d'appel de Rouen
Traduction effectuée au vu de l'original | de la copie certifiée conforme
 de la photocopie simple | de la copie scannée qui m'a été présenté(e),
visée *ne varietur*, sous le numéro 12.2/2026 Ce jour, le 03/02/2026
Une copie du document source est agrafée à cette traduction.

Markéta Riu



STOCKHOLMS TINGSRÄTT
Avdelning 2

BESLUT
2018-12-13
Meddelat i
Stockholm

Aktbilaga 5
Ärende nr K 17198-18

Sid 1 (1)

BESLUT

2018-12-13 kl 13.44

Brevia Mail AB, 556912-7334, försätts i konkurs.

Till förvaltare utses

Advokat Anna Tholander
Advokatfirman Carler KB
Box 7557
103 93 Stockholm
08-522 532 00

Fristdag är; såvitt kan bedömas, 2108-12-13.

Edgångssammanträde 2019-01-29 kl 10.30.

HUR MAN ÖVERKLAGAR, se [bilaga 1](#) (TR-13)

Den som vill överklaga beslutet ska göra det skriftligen. Överklagandet ska ges in till tingsrätten men vara ställt till Svea hovrätt. Det krävs prövningstillstånd för att hovrätten ska pröva överklagandet.

Överklagande av konkursbeslutet ska ha kommit in inom tre veckor från den dag kungörelsen om konkursen var införd i Post- och Inrikes Tidningar.

Överklagande i övriga frågor ska ha kommit in inom tre veckor från idag, d.v.s. senast 2019-01-03.

Matilde Hellsten



12-2/2016
03/02/2016

Marketa B

Dok.Id 1957967

Postadress
Box 8307
104 20 Stockholm

Besöksadress
Rådhuset,
Scheelegatan 7

Telefon
08- 561 653 30

E-post:
stockholms.tingsratt.konkurs@dom.se
www.stockholmstingsratt.se

Telefax

Expeditionstid
måndag – fredag
08 00–16 00

TRADUCTION CERTIFIÉE
d'un document rédigé en langue suédoise

yannike bergling <yannikebergling@gmail.com>

Stockholms TR [TJ de Stockholm] K 17198-18 Décision lors du procès 2018-12-13.pdf

2 messages

TSM-Funktionsbrevlåda Konkurs - TSM <stockholms.tingsratt.konkurs@dom.se>

5 janvier 2026 à 11h47

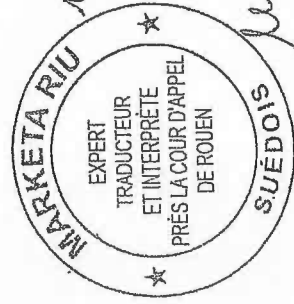
Bonjour,

Ci-joint la décision de faillite.

Nous ne pouvons pas transmettre la décision en anglais.

Cordialement

Joséphine Zbinden
Coordinateur, Division 2, Stockholms tingsrätt [Tribunal judiciaire de Stockholm]
08-56165189
Comment nous traitons les données personnelles ;



Décision Stockholms TR K 17198-18 lors du procès 2018-12-13.pdf

350 K



yannike bergling <yannikebergling@gmail.com>

Stockholms TR K 17198-18 Beslut under rättegång 2018-12-13.pdf

2 meddelanden

TSM - Funktionsbrevlåda Konkurs - TSM <stockholms.tingsratt.konkurs@dom.se>
Till: "yannikebergling@gmail.com" <yannikebergling@gmail.com>

5 januari 2026 kl. 11:47

Hej,

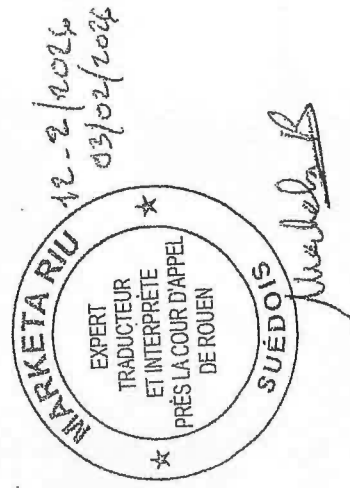
Bifogar beslutet om konkurs.

Vi har ingen möjlighet att skicka beslutet på engelska.

Med vänlig hälsning

Josephine Zbinden
Samordnare, Avdelning 2, Stockholms tingsrätt
08-56165189

Så behandlar vi personuppgifter,



Stockholms TR K 17198-18 Beslut under rättegång 2018-12-13.pdf

350K



Stockholms TR K 17198-18 Beslut under rättegång 2018-12-13.pdf

2 meddelanden

TSM - Funktionsbrevlåda Konkurs - TSM <stockholms.tingsratt.konkurs@dom.se>
Till: "yannikebergling@gmail.com" <yannikebergling@gmail.com>

5 januari 2026 kl. 11:47

Hej,

Bifogar beslutet om konkurs.

Vi har ingen möjlighet att skicka beslutet på engelska.

Med vänlig hälsning

Josephine Zbinden
Samordnare, Avdelning 2, Stockholms tingsrätt
08-56165189

Så behandlar vi personuppgifter,

📎 **Stockholms TR K 17198-18 Beslut under rättegång 2018-12-13.pdf**
350K

yannike bergling <yannikebergling@gmail.com>

5 januari 2026 kl. 12:21

Utkast till: TSM - Funktionsbrevlåda Konkurs - TSM <stockholms.tingsratt.konkurs@dom.se>

Tack Josephine,

Det gick snabbt. Problemet uppkom i Förvaltningsrätten i Stockholm, som förlängde min sekretessmarkering enligt OSL, underordnad GDPR, i dom den 24/9/2024 mål nr 15961-24 på en adress som inte existerade, bil 1.

mvh
jur kand Yannike Bergling
[Citerad text är dold]



Länsstyrelsen
Stockholm

SDS
Jetselaan 32
1081 Koekelberg
Belgium

Syndic bénévole
Je Mot
20-271 3288-78
de l'immeuble

Postadress
Länsstyrelsen Stockholm
Box 22067
104 22 STOCKHOLM

Besöksadress
Regeringsgatan 66

Telefon
010 223 10 00
Fax
010 223 11 10

E-post/webbplats
stockholm@lansstyrelsen.se
www.lansstyrelsen.se/stockholm

12.2.1.2.2.2.2. Address

12.2.1.2.2.2.2.1. Street and number/PO box

12.2.1.2.2.2.2.2. Place and post code

12.2.1.2.2.2.2.3. Country

12.2.1.2.2.2.3. Relation to the addressee

family

employee

other

12.2.1.3. served by another method (please state how):

12.2.2. served by the following particular method (please state how):

12.3. The addressee of the document was informed in writing that he may refuse to accept the document if it is not written in or accompanied by a translation into either a language which he understands or the official language or one of the official languages of the place of service.

13. INFORMATION IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 7(2) of Regulation (EC) No 1393/2007

It was not possible to effect service within one month of receipt.

14. REFUSAL OF DOCUMENT

The addressee refused to accept the document on account of the language used. The document is annexed to this certificate.

15. REASON FOR NON-SERVICE OF DOCUMENT

15.1. Address unknown

15.2. Addressee cannot be located

15.3. Document could not be served before the date or time limit stated in point 8.2.

15.4. Other (please specify):

The addressee no longer resides in Sweden. Please see enclosed document.

The document is annexed to this certificate.

Done at

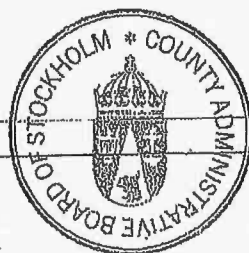
Stockholm, Sweden

Date

07/09/2018

Signature and/or stamp

Khalid Belqaid



12.2.1.2.2.2.2. Adresse

12.2.1.2.2.2.2.1. Numéro/boîte postale et rue

12.2.1.2.2.2.2.2. Localité et code postal

12.2.1.2.2.2.2.3. Pays

12.2.1.2.2.2.3. Lien avec le destinataire:

famille

employé

autre

12.2.1.3. signifié ou notifié selon un autre mode (veuillez préciser):

12.2.2. signifié ou notifié selon le mode particulier suivant (veuillez préciser):

12.3. Le destinataire de l'acte a été informé par écrit qu'il peut refuser de recevoir l'acte si celui-ci n'est pas rédigé ou accompagné d'une traduction dans une langue qu'il comprend ou dans la langue officielle ou l'une des langues officielles du lieu de signification ou de notification.

13. INFORMATION DONNÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE 2 DU RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007

Il n'a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification dans un délai d'un mois à compter de la réception.

14. REFUS DE L'ACTE

Le destinataire a refusé d'accepter l'acte en raison de la langue utilisée. L'acte est joint à la présente attestation.

15. MOTIF DU NON-ACCOMPLISSEMENT DE LA SIGNIFICATION OU DE LA NOTIFICATION DE L'ACTE

- 15.1. Adresse inconnue
- 15.2. Destinataire introuvable
- 15.3. L'acte n'a pu être signifié ou notifié avant la date ou dans le délai indiqués au point 6.2
- 15.4. Autre (veuillez préciser)

Le destinataire ne réside plus en Suède. Voir le document ci-joint.

L'acte est joint à la présente attestation.

Fait à

Stockholm, Suède

Date :

7 septembre 2018

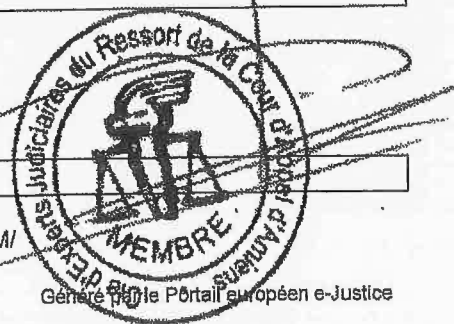
Signature et/ou cachet

Khalid Belqaid

/Cachet rond : CONSEIL ADMINISTRATIF DU COMTÉ DE STOCKHOLM/

2/2

Général du Pôrtail européen e-Justice



Je soussigné, Eric Gras, Traducteur Expert près de la Cour d'Appel d'Amiens, certifie que la traduction qui précède est conforme à l'original libellé en langue anglaise /française. Fait à Saint Quentin le 03.06.25 Traduction délivrée en 1 exemplaire(s) Visé NE VARIATUR sous le N° 03.06.25

Reference No of the transmitting agency

F3280-18

Reference No of the receiving agency

2147-35453-2018

CERTIFICATE OF SERVICE OR NON-SERVICE OF DOCUMENTS

(Article 10 of Regulation (EC) No 1393/2007 of the European Parliament and of the Council of 13 November 2007 on the service in the Member States of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters (1))

The service shall be effected as soon as possible. If it has not been possible to effect service within one month of receipt, the receiving agency shall inform the transmitting agency (Article 7(2) of Regulation (EC) No 1393/2007)

12. COMPLETION OF SERVICE

12.1. Date and address of service

[Empty box for date and address of service]

[Empty box for date]

12.2. The document was

12.2.1. served in accordance with the law of the Member State addressed, namely

12.2.1.1. handed to

12.2.1.1.1. the addressee in person

12.2.1.1.2. another person

12.2.1.1.2.1. Name

12.2.1.1.2.2. Address

12.2.1.1.2.2.1. Street and number/PO box

12.2.1.1.2.2.2. Place and post code

12.2.1.1.2.2.3. Country

12.2.1.1.2.3. Relation to the addressee

family

employee

other

12.2.1.1.3. the addressee's address

12.2.1.2. served by postal services

12.2.1.2.1. without acknowledgement of receipt

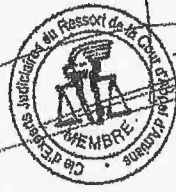
12.2.1.2.2. with the enclosed acknowledgement of receipt

12.2.1.2.2.1. from the addressee

12.2.1.2.2.2. from another person

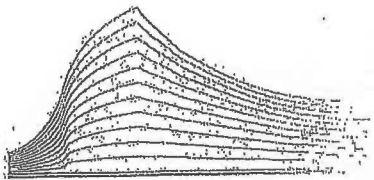
12.2.1.2.2.2.1. Name

Vertical column of checkboxes for marking service completion options.



(1) OJ L 324, 10.12.2007, p. 79.

Je soussigné, Eric Gras, Traducteur Expert près de la Cour d'Appel d'Amiens, certifie que la traduction qui précède est conforme à l'original libellé en langue anglaise /française. Fait à Saint Quentin le 03.06.25 Traduction délivrée en 1 exemplaire(s) Visé NE VARIATUR sous le N° 03.06.25



expédition

numéro de répartire 2018/ 31416
date de la prononciation 26/12/2018
numéro de rôle 2018/5904/A

délivrée à	délivrée à	délivrée à
le € BUR	le € BUR	le € BUR

ne pas présenter à l'inspecteur

JUG.IGD

N° **2465**

Tribunal de première instance francophone de Bruxelles, Section Civile

Jugement

1^{ère} chambre affaires civiles

présenté le 26 DEC, 2018
ne pas enregistrer <i>vs p</i>
M3739-6

Enregistré en date du 28 rôle 813 , renvois au Bureau Sécurité Judiciaire de Bruxelles 1
28 12 2018
Vol. 412 totid 75 valso 813
DU inville cent trente sept euros
Agent administratif trants six cents

vs. p

Responsabilité aquilienne – article 1382 du Code civil - réparation du dommage subi
Jugement définitif défaut

Annexes: 1 citation et 1 jugement

EN CAUSE DE :

Monsieur HOLSLAG SEBASTIAAN, domicilié à 1040 Bruxelles, rue de Mot 20/22 ;

partie demanderesse,

représentée par Me J. POELMAN loco Me Nikolay MARINOV, avocat à 1000 Bruxelles, rue des Minimes 41 (nikolay.marinov@minimes41.be) ;

CONTRE :

Madame BERGLING ANITA, domiciliée à SE – 11479 Stockholm (Suède), P.O. BOX 1321 et ayant également comme adresse connue P.O. BOX 397 à SE – 11479 Stockholm (Suède) ;

partie défenderesse, défaillante ;

** ** *

En cette cause, prise en délibéré le 11 décembre 2018, le tribunal prononce le jugement suivant.

Vu les pièces de la procédure, et notamment :

- la citation introductive d'instance signifiée le 6 août 2018 ;
- le jugement en réouverture des débats prononcé le 9 octobre 2018 ;

Entendu le conseil de la partie demanderesse à l'audience publique précitée à laquelle la partie défenderesse bien que régulièrement citée et appelée ne comparait pas ni personne en son nom.

** ** *

I. OBJET DE LA DEMANDE ET RÉTROACTE DE LA PROCÉDURE

1.

Monsieur Holslag sollicite, aux termes de la citation signifiée le 6 août 2018, qu'il soit fait droit aux demandes suivantes :

- Condamner la partie défenderesse au paiement de dommages et intérêts estimés *ex aequo et bono* au montant de 26.250,00 €, à majorer des intérêts légaux jusqu'au paiement intégral ;
- Condamner la partie défenderesse au paiement de dommages et intérêts estimés *ex aequo et bono* au montant de 9.162,90 €, à majorer des intérêts légaux jusqu'au paiement intégral ;
- Condamner la partie défenderesse au paiement de dommages et intérêts à titre de dommage moral estimé *ex aequo et bono* au montant de 2.500,00 €, à majorer des intérêts légaux jusqu'au paiement intégral ;
- Ordonner à la partie défenderesse de cesser de se faire passer pour syndic de l'association des copropriétaires de la résidence De Mot 20-22, 1040 Etterbeek, sous peine d'une astreinte s'élevant à 1.000,00 € par contravention à partir du lendemain de la signification de la décision ;
- Condamner la partie défenderesse aux dépens de l'instance, en ce compris l'indemnité de procédure liquidée au montant de 1.200,00 € ;
- Déclarer le jugement à intervenir exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sans caution, ni cantonnement.

2.

Par jugement prononcé par défaut le 9 octobre 2018, le tribunal a ordonné la réouverture des débats afin de permettre à Monsieur Holslag, d'une part, de fournir des explications par rapport à l'adresse à laquelle l'huissier de justice a tenté de réaliser la signification de la citation et, d'autre part, d'adresser par e-mail à Madame Bergling une copie de la citation introductive d'instance ainsi que dudit jugement.

II. REMARQUE PRÉLIMINAIRE QUANT À LA PROCÉDURE

3.

A l'audience du 11 décembre 2018, Monsieur Holslag a fourni au tribunal les informations sollicitées.

Il ressort du registre national suédois que la dernière adresse de domiciliation de Madame Bergling en Suède est le « PO 397 » et non le « PO BOX 1321 » comme indiqué erronément sur le registre national belge.

L'attestation de non-accomplissement de la signification des actes, datée du 7 septembre 2018, et établie conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 1393/2007 du parlement européen et du conseil du 13 novembre 2007, est produite au dossier.

Aux termes de celle-ci, l'huissier de justice atteste de ce que Madame Bergling n'a pu être localisée.

Il y a lieu de faire droit à ces deux premiers chefs de demande.

8.

Il sollicite également un montant *ex aequo et bono* visant à réparer le préjudice qu'il subit en raison du fait que Madame Bergling a continué, postérieurement à la vente, de se présenter comme le syndic de la copropriété et de poser des actes à ce titre, ceci au préjudice de l'ensemble des autres copropriétaires.

Il évalue son préjudice à un montant de 2.500,00 € fixé *ex aequo et bono* à qu'il convient de lui allouer, cette demande apparaissant également fondée.

9.

Il convient également de faire interdiction à Madame Bergling de se faire encore passer pour le syndic de la copropriété.

Eu égard aux précédents dont il est fait état par Monsieur Hoislag et au refus manifeste de Madame Bergling d'admettre qu'elle ne peut agir en qualité de syndic, cette fonction ayant été confiée à un tiers par une décision judiciaire à laquelle elle refuse de se plier, il y a lieu d'assortir cette interdiction d'astreinte de 1.000,00 € par infraction constatée.

Il faut entendre par infraction à l'interdiction précitée tout acte posé par Madame Bergling en sa prétendue qualité de syndic de la copropriété (dépôt d'une requête en cette qualité, envoi d'un courrier en cette qualité, fait de comparaître en justice en cette qualité, etc...). Il est précisé, par exemple, que le dépôt d'une requête en justice et chaque acte posé dans le cadre la procédure qui sera ainsi introduite (dépôt d'actes de procédure, comparution à l'audience, etc...) constitueront autant d'infractions donnant lieu, à chaque fois, au paiement d'une astreinte distincte.

Il y a lieu de fixer à 50.000,00 € le montant au-delà duquel la condamnation aux astreintes cessera ses effets, conformément à l'article 1385ter du Code judiciaire.

Celles-ci commenceront à courir à l'expiration d'un délai de 48 heures à partir de la signification de la présente décision.

- Des arriérés de charges antérieurs à la vente de l'appartement étaient dus pour l'appartement acheté par Monsieur Holslag (montant de 2.798,89 €) ;
- Des appels de fonds ont été approuvés par l'assemblée générale de la copropriété avant la vente ;
- Madame Bergling bloque systématiquement et rend impossible le bon fonctionnement des organes de la copropriété ;
- Elle continue à se faire passer pour le syndic de la copropriété en posant des actes qui portent préjudice à la copropriété et aux différents copropriétaires (introduction de procédures judiciaires, réclamations, convocation d'assemblée générale, etc...) ;
- Le 9 mars 2018, Monsieur Holslag a été invité à provisionner des frais extraordinaires pour un montant de 2.323,08 € pour des frais nés antérieurement à la vente (frais de procédures et frais d'avocat) ;
- Madame Bergling étant toujours copropriétaire au sein de la copropriété, les troubles précités risquent encore de perdurer.

La société INCORPORE a été dissoute anticipativement le 14 juin 2017.

6.

Monsieur Holslag fonde son action à l'encontre de Madame Bergling sur l'article 1382 du Code civil en raison de la faute qu'elle aurait commise en sa qualité d'organe lors des négociations qui ont précédé la signature de l'acte authentique précité mais également en raison de la faute qu'elle aurait commise, à titre personnel, en sa prétendue qualité de syndic de la copropriété (article 577-11, §1^{er} du Code civil).

Il ressort, effectivement, des pièces produites que Madame Bergling s'est fait passer pour le syndic de la copropriété et a, à ce titre, communiqué des informations inexactes sur la situation de la copropriété, tel que cela ressort du point précédent.

Monsieur Holslag expose que, sans ces manœuvres frauduleuses, il n'aurait jamais accepté d'acheter son appartement au prix qu'il a payé.

Il sollicite que Madame Bergling soit condamnée à réparer le préjudice qu'il a subi en raison des fautes précitées.

Il y a lieu de faire droit à sa demande qui paraît juste et fondée au regard des pièces qu'il dépose.

7.

Il évalue son dommage à un montant correspondant *ex aequo et bono* à 10% du prix de vente, soit un montant de 26.250,00 €.

Il sollicite également l'indemnisation de son dommage lié au paiement d'intérêts trop élevés, dès lors que si le prix de vente avait été réduit à concurrence de 26.250,00 €, il aurait dû emprunter une somme moindre et, par conséquent, payer moins d'intérêt.

Il produit à cet égard une simulation sur la base de laquelle il réclame un montant de 9.162,90 €.

Le jugement prononcé le 9 octobre 2018 a, en outre, été notifié aux deux adresses susmentionnées et les plis sont tous deux revenus avec la mention «non réclamé».

Monsieur Holslag a produit une copie de l'e-mail adressé à Madame Bergling en date du 4 novembre 2018 conformément au jugement précité.

Il y a lieu d'examiner le fond du dossier.

III. QUANT AU FOND

4.

L'article 806 du Code judiciaire stipule que, dans le jugement par défaut, le juge fait droit aux demandes ou moyens de défense de la partie comparante, sauf dans la mesure où la procédure, ces demandes ou moyens sont contraires à l'ordre public, y compris les règles de droit que le juge peut, en vertu de la loi, appliquer d'office.

Dans un arrêt du 13 décembre 2016, la Cour de cassation a précisé que le fait pour un juge de faire droit à une demande manifestement non fondée était contraire à l'ordre public¹.

5.

Il apparaît des pièces et explications fournies par Monsieur Holslag que celui-ci a acquis un appartement situé au premier étage d'un immeuble sis rue Jean-André De Mot 20/22 à 1040 Bruxelles suivant un acte authentique de vente conclu avec la société INCORPORE le 6 avril 2017.

Cette société était détenue à 99% par Madame Bergling qui en était l'administrateur délégué.

Lors de la vente, Madame Bergling s'est présentée comme étant le syndic de la copropriété et a, à ce titre, communiqué certaines informations sur la situation de la copropriété qui se sont révélées inexactes après la signature de l'acte authentique précité.

Monsieur Holslag s'est alors rendu compte que :

- Madame Bergling n'était pas le syndic de la copropriété ;
- Monsieur Lannoy avait été désigné en qualité de syndic provisoire de la copropriété par le juge de paix d'Etterbeek par jugement prononcé en janvier 2014, soit bien avant la passation de l'acte authentique précité ;
- La situation financière de la copropriété était extrêmement fragile, seule l'une des copropriétaires, Madame Picheny, alimentant le compte de la copropriété ;
- De nombreuses procédures judiciaires ont été introduites de manière irrégulière par Madame Bergling au nom de la copropriété en sa prétendue qualité de syndic, engendrant des frais d'avocat importants à charge de la copropriété ;

¹ Cass., 13 décembre 2016, Larcier Cassation 2017, sommaire n°7, p. 162.

IV. QUANT À L'EXÉCUTION PROVISOIRE ET À L'EXCLUSION DU CANTONNEMENT

10.

L'article 1397, alinéa 2, du Code judiciaire dispose que l'opposition ou l'appel formé par la partie défaillante contre un jugement définitif prononcé par défaut en suspend l'exécution, sauf décision spécialement motivée du juge.

En l'espèce, Monsieur Hoslag n'expose pas les motifs qui permettraient de déroger à la règle précitée en déclarant le présent jugement exécutoire par provision en ce qui concerne les trois premiers chefs de demande qu'il formule.

Il n'y a, dès lors, pas lieu de faire droit à cette demande pour ceux-ci.

11.

Par contre, il s'impose de déclarer le présent jugement exécutoire par provision en ce qu'il interdit à Madame Bergling d'encore se faire passer pour le syndic de la copropriété, ceci sous peine d'astreinte².

Il est, en effet, incontestable que Madame Bergling ne peut agir en cette qualité, ce qu'elle persiste, néanmoins, à faire nonobstant les décisions judiciaires d'ores et déjà prononcées à cet égard.

Ce refus de se plier aux décisions judiciaires, le préjudice qui en résulte pour la copropriété et les copropriétaires, dont Monsieur Hoslag, et le risque que Madame Bergling persiste à agir en cette qualité, malgré le présent jugement, impose que ce dernier soit déclaré exécutoire par provision en ce qui concerne ce chef de demande.

12.

Le cantonnement est de droit. Monsieur Hoslag demande que Madame Bergling ne puisse en bénéficier. Cette demande est formulée sans cependant être motivée.

Il n'y sera pas fait droit.

V. QUANT AUX DÉPENS

13.

Monsieur Hoslag triomphant dans sa demande, il y a lieu de condamner Madame Bergling aux entiers dépens de l'instance.

L'indemnité de procédure sera fixée à son montant minimal, le présent jugement étant prononcé par défaut (article 6 de l'arrêté royal fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'art. 1022 du Code judiciaire).

² L'exécution provisoire peut être limitée à un ou plusieurs chefs de demande : voir G. De Leval, « *Droit judiciaire. Tome II. Manuel de procédure civile* », Larcier, 2015, Bruxelles, p.727.

En présence de demandes mixtes (à la fois évaluables en argent et non évaluables en argent), l'indemnité de procédure doit être fixée au montant minimal le plus élevé, soit, en l'espèce, 1.200,00€.

* * * * *

PAR CES MOTIFS,
LE TRIBUNAL,

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Statuant par défaut ;

1.

Déclare la demande recevable et fondée dans la mesure ci-après indiquée;

2.

Par conséquent :

Condamne Madame Bergling à payer à Monsieur Holslag un montant de 26.250,00 € au titre de dommages et intérêts, à majorer des intérêts judiciaires au taux légal à partir du 6 août 2018 jusqu'au parfait paiement ;

Condamne Madame Bergling à payer à Monsieur Holslag un montant de 9.162,90 € au titre de dommages et intérêts, à majorer des intérêts judiciaires au taux légal à partir du 6 août 2018 jusqu'au parfait paiement ;

Condamne Madame Bergling à payer à Monsieur Holslag un montant de 2.500,00 € à titre de dommage moral, à majorer des intérêts judiciaires au taux légal à partir du 6 août 2018 jusqu'au parfait paiement ;

3.

Ordonne à Madame Bergling de cesser de se faire passer pour le syndic de l'association des copropriétaires de la résidence De Mot 20-22 à 1040 Etterbeek, ceci sous peine d'astreinte de 1.000,00 € par contravention à l'interdiction prononcée, avec un maximum de 50.000,00 €, et ce après l'expiration d'un délai de 48 heures à partir de la signification du présent jugement ;

4.

Déclare le présent jugement exécutoire par provision, nonobstant tout recours, uniquement en ce qui concerne le point 3 du dispositif du présent jugement, soit l'ordre fait à Madame Bergling de cesser de se faire passer pour le syndic de l'association des copropriétaires, ceci sous peine d'astreinte ;

5.

Condamne Madame Bergling aux entiers dépens de l'instance, liquidés dans le chef de Monsieur Holslag à un montant total de 452,68 € (citation et mise au rôle, en ce compris la contribution de 20 € au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne mis sur pied par la loi du 19 mars 2017) et à 1.200,00 € (indemnité de procédure minimale) ;

26250

9162,90

2500

37912,90 / 1137,39

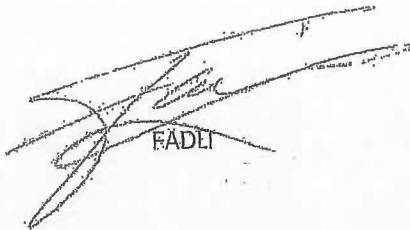
5.

Débouté Monsieur Holslag de sa demande pour le surplus;

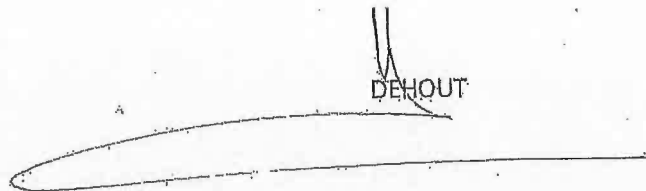
Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de la 1ère chambre du tribunal de première instance francophone de Bruxelles, le 26 décembre 2018,

où étaient présents et siégeaient :

- Madame C. DEHOUT, juge,
- Madame R. FADLI, greffier délégué,



FADLI



DEHOUT

Greffie civil du Tribunal de
1ère Instance Francophone de Bruxelles

Date: 23/04/2025

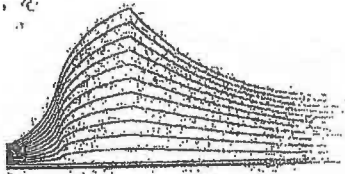
JBC n° 608

no p.4/10EUR

Droits acquittés

Le Greffier

LEETEN Jordan
greffier délégué



1635 / 01 / 18

numéro de répertoire 18/2423.
date de la prononciation 09 OCT. 2018
numéro de rôle 18/5904/A

expédition

délivrée à	délivrée à	délivrée à
le c BUR	le c BUR	le c BUR

ne pas présenter à l'inspecteur

JUG-JIRD

N° **1635**

**Tribunal de première
instance francophone de
Bruxelles,
Section Civile**

Jugement

**1^{ère} chambre
affaires civiles**

présenté le 12 OKT. 2018
ne pas enregistrer P. Bustin

Paiement de sommes – loyauté procédurale
Jugement avant dire droit par défaut – Réouverture des débats le 11 décembre 2018 à 14h

Annexes: 1 citation

EN CAUSE DE:

Monsieur HOLSLAG SEBASTIAAN, domicilié à 1040 Bruxelles, rue de Mot 20/22 ;

partie demanderesse,

représentée par Me Nikolay MARINOV, avocat à 1000 Bruxelles, rue des Minimes 41
(nikolay.marinov@minimes41.be) ;

CONTRE:

Madame BERGLING ANITA, domiciliée à 1656 Stockholm (Suède), P.O. BOX 1321 à SE – 11479 Stockholm et/ou à 1656 Stockholm (Suède), P.O. BOX 397 à SE – 11479 Stockholm ;

partie défenderesse, défaillante ;

** ** *

En cette cause, prise en délibéré le 27 septembre 2018, le tribunal prononce le jugement suivant.

Vu les pièces de la procédure, et notamment :

- la citation introductive d'instance signifiée le 6 août 2018 ;

Entendu le conseil de la partie demanderesse à l'audience publique précitée à laquelle la partie défenderesse bien que régulièrement citée et appelée ne comparait pas ni personne en son nom.

** ** *